

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 07/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EUROSERUM SA (usine)**

BP 17

70170 Port-Sur-Saône

Références : UID257090/SPR/FN/2026-0403

Code AIOT : 0005901243

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement EUROSERUM SA (usine) implanté Route de Villers 70170 Port-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 12/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

A la fin de l'été 2025, des cas groupés de légionellose ont été observés sur la commune de Port sur Saône : 7 personnes ont été contaminées, 2 sont décédées. Dans le cadre de l'enquête environnementale pilotée par l'ARS en lien avec l'UiD DREAL pour le volet industrie, des recherches de légionelles ont été réalisées dans le bassin d'aération de l'usine Eurosérum. Le CNR (le laboratoire de référence des légionelles, basé à Lyon) a pu relever dans ledit bassin, une souche de légionelles identique à celle à l'origine des contaminations (dont les deux contaminations mortelles). Ce résultat a conduit à prendre un ensemble de mesures visant à diminuer le risque d'émissions d'aérosols depuis le bassin d'aération.

Par ailleurs, une inspection réalisée fin novembre sur la tour aéroréfrigérante de l'usine (TAR), a

conduit au constat de nombreuses non-conformités (bien que les résultats d'analyses de légionelles soient bons dans ladite tour).

2 arrêtés ont donc été pris (en date du 9/12/2025) à l'encontre de l'exploitant : un arrêté préfectoral de mise en demeure visant l'exploitation de la TAR, et un arrêté préfectoral de mesures conservatoires (plutôt orienté sur le bassin d'aération en tant que source potentielle de contamination d'habitants de la commune par émanation d'aérosols) visant trois objectifs (le suivi renforcé de certains paramètres indicateurs du niveau de risque de présence de légionelles dans le bassin, la compréhension de l'origine possible de la présence de légionelles dans le bassin, et la limitation des émissions d'aérosols dans l'environnement).

Ces deux arrêtés donnaient des délais différenciés pour la mise en oeuvre des mesures imposées.

L'inspection a été réalisée afin de faire un premier point sur l'avancement des analyses, investigations et travaux imposés principalement par l'arrêté de mesures conservatoires. Le récolement du respect des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant la TAR fera l'objet d'une inspection dédiée à l'expiration du plus long délai qu'il octroyait pour le retour à la conformité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROSERUM SA (usine)
- Route de Villers 70170 Port-sur-Saône
- Code AIOT : 0005901243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROSERUM est implantée sur plusieurs sites en France (siège social à Port-sur-Saône).

Elle emploie environ 150 personnes au sein de l'usine sise à Port-sur-Saône, spécialisée dans la production de poudre de lait infantile. Ce produit est fabriqué par déminéralisation du lactosérum (également appelé petit-lait) collecté dans les fromageries de la région. L'usine relève de la directive IED au titre du BREF FDM (industrie agroalimentaire et laitière). Elle dispose d'une station d'épuration (STEP) interne située à un peu plus de 1.5 km plus au Sud en bord de Saône pour traiter ses eaux résiduaires. L'usine est réglementée par l'arrêté préfectoral recodificatif du 14 décembre 2022.

L'usine de Port sur Saône comporte en particulier : une tour aéroréfrigérante (située au sein de l'usine, au Nord du bourg de Port sur Saône) de puissance moyenne, et (au sein de sa STEP visée ci-dessus) un bassin d'aération d'un volume d'environ 10 000 mètres cubes, tous deux susceptibles d'émettre des aérosols chargés en légionelles.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En marge de la réunion avec les familles des victimes de la légionellose en mairie de Port-sur-Saône le 10/12/2025, une demande avait été formulée vis-à-vis de l'inspection pour comprendre l'origine possible de présence de « mousse », de manière occasionnelle, à la surface de l'eau du canal qui longe l'usine.

Interrogé à ce sujet, l'exploitant indique qu'il a identifié l'origine d'événements qui s'étaient produits fin 2024 (en résumé : à l'époque, une opération de chargement d'une citerne de crème

avait conduit à un débordement important de crème qui s'était écoulée au sol. Le chauffeur – qui avait voulu cacher cet incident – avait nettoyé le sol à grande eau, envoyant le mélange eau / crème dans le réseau de collecte des eaux pluviales, qui sont rejetées pour partie dans le canal en question. Le poste de chargement « crème » n'est, en effet, pas conçu dans une logique de *confinement d'un éventuel écoulement accidentel*. Des travaux ont donc été engagés, dont l'avancement est constaté lors de l'inspection, en vue de créer l'équivalent d'une « aire de dépotage » avec un dispositif de rétention en propre, et une désolidarisation du réseau d'évacuation des eaux pluviales. **Ce nouveau dispositif de prévention des pollutions accidentelles, sera opérationnel vers le mois de juin 2026.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mesures conservatoires sur le bassin d'aération	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures conservatoires sur le bassin d'aération	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
5	Renforcement de la surveillance	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Investigations complémentaires et plan d'actions	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures conservatoires sur le bassin d'aération	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 1	Sans objet
4	Renforcement de la	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	surveillance		
6	Renforcement de la surveillance	AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 2	Sans objet
8	Analyse méthodique des risques	AP de Mise en Demeure du 09/12/2025, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déployé des efforts importants pour cartographier l'ensemble de ses effluents, les caractériser finement, et y rechercher des traces du matériel génétique de légionelles. Globalement, les résultats obtenus ne montrent pas à ce stade (saison froide) la présence de *Legionella Pneumophila quantifiable*. Cependant, l'origine de la présence (*même si "non quantifiable"*) de cette bactérie dans l'égout 2, et dans le bassin d'aération, interroge et pousse à poursuivre les investigations et mesures correctives.

Des réflexions ambitieuses sont encore en cours, et pourraient conduire à la mise en place de mesures correctives complexes et coûteuses.

Les dispositifs de couverture (du déversoir, et de la périphérie du bassin) sont décevants : l'efficacité de la couverture périphérique du bassin semble faible. La conduite de la station d'épuration a progressé (indépendamment des recherches en cours sur la légionelle) dans une direction réduisant fortement la durée des phases pendant lesquelles des aérosols sont potentiellement émis dans l'atmosphère.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mesures conservatoires sur le bassin d'aération

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion du risque légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société EUROSERUM SA (usine), sise route de Villers – BP 17 - 70170 PORT-SUR-SAONE (ci-après « l'exploitant »), met en place pour le bassin d'aération de la station d'épuration qu'elle exploite au lieu-dit Vauchoux sur la commune de Port-sur-Saône : sous un délai de huit jours : un dispositif au droit des tuyauteries d'alimentation du déversoir, visant à supprimer la formation et / ou la dispersion d'aérosols dans l'environnement;
<b>Constats :</b>  L'exploitant a finalisé la mise en place, le 17/12/2025, d'un dispositif de couverture au niveau du déversoir (photo). Ce dispositif est constitué d'un couvercle en inox couvrant la seule partie supérieure du déversoir, mais pas le côté vertical côté interne du bassin. Interrogé sur ce manque, l'exploitant indique qu'il n'a pas la possibilité de fermer cette partie, étant donné que le déversoir doit, précisément, pouvoir continuer de remplir sa fonction de trop-plein (en cas de montée du niveau d'effluents dans le bassin au-delà de la cote du déversoir, ce dernier doit permettre le

débordement des effluents, et leur évacuation par gravité).

Cette contrainte est effective, mais il en résulte que les aérosols générés au niveau du déversoir ne sont pas complètement confinés.

La conduite de déversement des effluents dans le bassin et qui « crachait » ces derniers depuis une certaine hauteur (de l'ordre du mètre, générant localement des « embruns » dont la présence avait été constatée le 26/11/2025), a été prolongée jusqu'à passer sous la surface de liquide dans le bassin au moment de la visite (photo). Une conduite continue de déverser des effluents en hauteur dans le bassin ; l'exploitant indique qu'il ne s'agit pas d'effluents de procédé, mais d'eaux de ruissellement (non susceptibles de contenir des légionelles) qui sont déversées dans ce bassin via la conduite en question.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit étudier la possibilité de mieux confiner le déversoir, au moyen si nécessaire d'une paroi souple, fermée par défaut, et s'ouvrant au besoin (au moyen, par exemple, d'un flotteur solidaire de la partie basse de la paroi souple) pour laisser passer un trop-plein d'eau. L'exploitant doit prolonger la conduite de déversement des eaux de ruissellement car même si les eaux ne sont effectivement que très peu susceptibles d'être contaminées par des légionelles, elles viennent néanmoins « brasser » les eaux du bassin qui, elles, le sont potentiellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Mesures conservatoires sur le bassin d'aération**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion du risque légionellose

**Prescription contrôlée :**

La société EUROSERUM SA (usine), sise route de Villers – BP 17 - 70170 PORT-SUR-SAONE (ci-après « l'exploitant »), met en place pour le bassin d'aération de la station d'épuration qu'elle exploite au lieu-dit Vauchoux sur la commune de Port-sur-Saône : sous un délai d'un mois : des mesures minima provisoires permettant de limiter efficacement la formation et/ ou la dispersion d'aérosols au-dessus du bassin ;

**Constats :**

L'exploitant a finalisé, le 15/01/2026, la mise en place d'un dispositif de couverture périphérique au niveau du bassin d'aération. Ce dispositif déflecteur est constitué de plaques en inox, disposées de manière annulaire tout autour du bassin (120 mètres linéaires ont été posés). Les plaques mesurent 50 cm de large environ, elles débordent donc de moins de 50 cm de la périphérie du bassin (photo).

Ce choix d'une couverture périphérique (à titre au moins transitoire) est fondé sur le constat (retranscrit dans le rapport de la visite d'inspection réalisée le 26/11/2025) que l'émission d'aérosols *semble* maximale en périphérie du bassin (en lien avec le fait que l'écume générée par le « bullage » d'air au fond du bassin, est repoussée vers les bords du bassin d'aération, et que les aérosols sont très vraisemblablement, au moins en grande partie, générés par l'éclatement de ces millions de bulles).

Le jour de l'inspection, le sommet du bassin est visité vers 9h30. La température extérieure est alors fraîche (de l'ordre de 10° C), alors que la température de l'eau du bassin est d'environ 25° C. Le bassin est alors en phase d'*aération* (cf. ci-après) ; il passe en phase d'*anoxie* (arrêt de la phase d'aération dans le bassin d'aération de la station d'épuration, conduisant à la disparition rapide des bulles / écumes en surface du bassin) à la fin de la visite.

Visuellement, des émanations sont visibles en quantité non négligeable au-dessus de la surface du bassin, lorsque l'aération est active (photo). Elles franchissent le dispositif de couverture partielle qui ne paraît pas opérer d'action sur elles. Il mesure 50 cm de large. Visuellement toujours, le dispositif mis en place paraît inopérant pour stopper les émanations, mais l'exploitant souligne que la nature des émanations en question n'est pas totalement tranchée : il précise qu'il pourrait s'agir d'aérosols (micro-gouttelettes formées par l'entraînement de particules de l'eau du bassin ; ces aérosols pouvant être vecteurs de bactéries), ou d'un effet de condensation de la vapeur émise par le liquide - chaud - du bassin au contact d'un air froid (dans ce cas, les gouttelettes ne seraient pas susceptibles de contenir des micro-organismes présents dans l'eau du bassin).

***NB*** : *l'arrêt total des émanations en phase d'anoxie, alors que la surface du bassin est toujours nettement plus chaude que l'air ambiant, plaide plutôt en faveur d'une nature « aérosols » pour les émanations observées au-dessus du bassin (qui seraient issues de l'aération forcée, et du brassage correspondant, du bassin).*

Une expertise (expert : ADDAIR) a été lancée à la demande de l'exploitant, pour mesurer la distribution des diamètres des particules d'eau en suspension dans l'air, observables au-dessus du bassin. Les moyens techniques mis en œuvre permettront de mesurer des particules entre 0,2 et 10 µm de diamètre. Cette expertise ne permettra pas de conclure de manière définitive sur la *nature* (aérosol ou effet de condensation) des particules, mais elle permettra (par analyse des profils *relatifs* dans différentes configurations de fonctionnement) d'étudier l'influence de l'oxygénation en lieu et place de l'aération.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Vu la faible efficacité, apparente du moins, du dispositif annulaire, l'exploitant doit poursuivre ses investigations en vue d'un dispositif de limitation des émissions d'aérosols (s'il est confirmé qu'il s'agit bien d'aérosols).

L'exploitant doit fournir les premiers résultats de l'étude des profils de particules d'eau au-dessus du bassin pendant le fonctionnement du bassin en mode « aération ».

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Mesures conservatoires sur le bassin d'aération**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion du risque légionellose
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société EUROSERUM SA (usine), sise route de Villers – BP 17 - 70170 PORT-SUR-SAONE (ci-après " l'exploitant "), met en place pour le bassin d'aération de la station d'épuration qu'elle exploite au lieu-dit Vauchoux sur la commune de Port-sur-Saône : sous un délai de deux mois : des mesures pérennes permettant l'atteinte du même objectif, le cas échéant au moyen d'une couverture (totale ou partielle) adaptée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme il a pu être vu au point de contrôle précédent, le dispositif de couverture périphérique avec un retour vers le bas de 5 cm, et de 50 cm de largeur, semble peu efficace pour arrêter ou freiner les aérosols (s'il s'agit bien d'aérosols) depuis la surface du bassin d'aération.</p> <p>L'exploitant investigue plusieurs pistes pour limiter la production / la diffusion d'aérosols :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Injection d'oxygène pur en lieu et place d'air</b>, dans le fond du bassin ; des études sur d'autres sites montrent que l'émission d'aérosols serait alors, potentiellement, plus de 100 fois inférieure à celle observée avec une simple aération. Une réunion technique a eu lieu avec Air Liquide le 8 janvier 2026, un essai grandeur nature (qui durera 2 mois) est en cours de planification ; il impliquera la mise en place d'une cuve d'oxygène liquide d'environ 20 000 litres, et 5 à 6 recharges sur la période, et la mise en place d'un linéaire de conduite d'acheminement en inox vers le bassin directement. À noter que les compresseurs utilisés pour l'aération à partir d'air ambiant ne pourront pas être utilisés pour injecter l'oxygène pur, car il y aurait un risque d'inflammation du fait du dispositif de lubrification des compresseurs en question. Un dispositif totalement dédié sera donc mis en place. À noter qu'une telle solution à titre permanent aurait un coût (y compris environnemental : production de l'oxygène, transport...) notable. À noter également que l'injection d'oxygène sans compression (au contraire : l'oxygène pur devra être <i>détendu</i> avant d'être injecté dans le bassin) pourrait contribuer - modestement, certes - à la limitation de l'élévation de température de l'eau dans le bassin : en effet, lorsqu'il est aéré par compression d'air, l'air est injecté (du fait de sa nécessaire compression) à une température de l'ordre de 75 °C.</li> <li>• <b>Couverture totale du bassin.</b> Des études sont en cours avec différents prestataires : la couverture totale (outre le fait que le bassin n'a pas été conçu pour) présenterait au moins 2 inconvénients. Le premier est le risque d'une accentuation de l'effet de serre en période de forte chaleur (avec une contribution potentielle à une surélévation encore accrue de la température de l'eau du bassin), le second est le risque de formation d'une atmosphère corrosive avec la présence de (composés issus du) H<sub>2</sub>S présent(s) dans l'effluent et pouvant dégazer, et dès lors corroder les installations (y compris des parties en inox) comprises dans le « ciel » au-dessus de la surface de liquide dans le bassin (lesdits composés sont présents en très faibles quantités, mais dans l'hypothèse d'une couverture</li> </ul>



totale, avec une ventilation amoindrie, voire supprimée, ils pourraient s'accumuler jusqu'à atteindre des concentrations potentiellement problématiques).

Le délai de 3 mois prescrit n'était pas échu le jour de l'inspection, d'où le statut "conforme" du point de contrôle alors que des émanations sont encore emportées au-delà du bassin.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Renforcement de la surveillance

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion du risque légionellose

##### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes de surveillance renforcée à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral :

- un suivi renforcé de la tour aéroréfrigérante avec une fréquence hebdomadaire d'analyse des Legionella Pneumophila (comprenant à la fois une analyse par méthode PCR et une analyse par méthode de mise en culture (norme NFT 90-431 (avril 2006)). Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception;

[...]

##### Constats :

**NB** : à compter de la semaine 9, les résultats des analyses citées ci-dessous seront communiqués à la fois sur le point de prélèvement « historique » PE 20 et sur le nouveau point de prélèvement PE 33. La matérialisation de ces deux points de prélèvement a pu être observée lors de la présente visite d'inspection.

Concernant le suivi renforcé de la TAR, les résultats des analyses réalisées sont synthétisés ci-après :

	D a t e   d e s p r é l è v e m e n t s	Date transmission du résultat PCR / conclusion	Date transmission du résultat NFT 90-431 / conclusion
Semaine 51	15/12/2025	19/12/2025 - Présence de L. Spp non quantifiable, <u>L. Pneumophila non détectée.</u>	0 2 / 0 1 / 2 0 2 6 - Légionella non détectée.
Semaine 52	22/12/2025	2 6 / 1 2 / 2 0 2 5 - Présence de L. Spp	0 2 / 0 1 / 2 0 2 6 - Légionella non

		Présence de L. Spp non quantifiable, <u>L. Pneumophila non détectée.</u>	Légionella non détectée.
Semaine 53	29/12/2025	09/01/2026 - Présence de L. Spp, L. Pneumophila non détectée.	09/01/2026 - Légionella non détectée.
Semaine 1	06/01/2026	09/01/2026 - Présence de Legionella spp. <u>L e g i o n e l l a pneumophila non détectée.</u>	16/01/2026 - Légionella non détectée.
Semaine 2	13/01/2026	16/01/2026 - Présence de L. Spp, <u>L. Pneumophila non détectée.</u>	23/01/2026 - Légionella non détectée.
Semaine 3	20/01/2026	23/01/2026 - Présence de Legionella spp. <u>L e g i o n e l l a pneumophila non détectée.</u>	05/02/2026 - Légionella non détectée.
Semaine 4	28/01/2026	05/02/2026 - Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>L e g i o n e l l a pneumophila non détectée.</u>	12/02/2026 - Légionella non détectée.
Semaine 5	05/02/2026	12/02/2026 - Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>L e g i o n e l l a pneumophila non</u>	19/02/2026 - Légionella non détectée.

		<u>pneumophila non détectée.</u>	
Semaine 6	12/02/2026	19/02/2026 - Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>L e g i o n e l l a</u> <u>pneumophila non détectée.</u>	26/02/2026 - Légionella non détectée.

Les différents rapports relatifs aux résultats liés aux analyses par méthode de mise en culture précisent également que les prélèvements effectués l'ont été sous accréditation et réalisés selon la norme FD T90-522, qui est la méthode normalisée de référence pour l'échantillonnage des rejets aqueux (« Guide technique de prélèvement pour la recherche de Legionella dans les eaux » ).

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 5 : Renforcement de la surveillance

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion du risque légionellose

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes de surveillance renforcée à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral :

[...]

- un suivi quotidien de la mesure de chlore libre dans l'eau du circuit de la tour aéroréfrigérante. La synthèse de ce suivi est transmise à l'inspection des installations classées à fréquence hebdomadaire ;

[...]

#### Constats :

Concernant le suivi du chlore libre dans l'eau de la TAR, les résultats sont synthétisés ci-après (le seuil de détection de la méthode colorimétrique utilisée est de 0,1 mg / litre. La méthode permet de mesurer jusqu'à 1,5 mg / litre) :

Valeur mesurée	Nombre d'occurrences de cette valeur dans la série de mesures
----------------	---

<0,1	35
0,1	2
>0,1	2
0,2	1
0,3	2
>0,6	1
1	4
>1	1
1,5	2
>1,5	21

Les chiffres ne sont pas interprétables tels quels, ils sont à mettre en relation avec la stratégie de traitement de l'eau de la TAR. L'attention de l'exploitant a été attirée (dès le début de l'année 2026) sur le fait que le nombre très élevé de valeurs « < 0,1 mg / litre » pourrait être révélateur d'une activité biocide régulièrement insuffisante dans le circuit.

Dès lors et suite à évolution à compter du 30 janvier 2026 de la périodicité et du volume d'injection (passage d'une injection de 10 litres de javel (hypochlorite de sodium) toutes les 3h30, à une injection de 3 litres par heure), les valeurs observées de chlore libre dans l'eau du circuit de la TAR sur la période comprise entre le 5 et le 25 février 2026 sont quasi toutes supérieures ou égales à 1 mg/l (à l'exception des 8, 18 et 19 février 2026).

L'exploitant indique un objectif de 0,3 à 0,6 mg/l de chlore libre dans le circuit. Cette information est cohérente avec les éléments présents dans sa stratégie de traitement (procédure PR PSS SE 122 du 26 janvier 2026) qui précise que : « pour le traitement préventif des TAR, la fourchette préconisée est de 0,1 à 1 mg/L d'oxydant libre résiduel, avec un risque de corrosion accrue au-delà »

et « *plage optimale recommandée : 0,2 à 0,5 mg/L de chlore libre pour le traitement continu - cette concentration permet de maintenir une action désinfectante permanente* ».

À l'heure actuelle, cette quantification est effectuée via une méthode colorimétrique dont le seuil de détection est de 0,1 mg/l (maximum de 1,5 mg/l). L'exploitant indique son souhait d'utiliser une méthode photométrique (plus précise) puis d'effectuer ces mesures en continu via une sonde spécifique (et non plus de manière journalière). Ces évolutions de méthode devront permettre de confirmer ou d'ajuster la temporisation d'injection.

L'exploitant précise qu'une attention particulière sera apportée lors de la période estivale (car une baisse d'activité de la solution mère est observée en saison chaude). Il indique également que dans ce cas, une recherche spécifique sur les matières en suspension (MES) et les métaux (dont manganèse et fer), particulièrement consommateurs de chlore, pourrait être mise en place. Ces derniers paramètres ne sont pas suivis à l'heure actuelle (le plan de surveillance PS PSS SE 001 du 15 janvier 2026 indique que les paramètres surveillés sont les suivants : germes totaux, CSR (Clostridium sulfito-réducteur), coliformes et entérobactéries) (NOTA : ces éléments sont susceptibles d'évolutions en fonction des conclusions de l'AMR).

La stratégie de traitement (procédure PR PSS SE 122 du 26 janvier 2026) indique que « *nous maintenons, dans le circuit, une déconcentration permanente de 3 m³/h (envoyée vers la STEP)* ». »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera que ce dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. Il doit justifier de la présence d'une concentration en biocide suffisante pour garantir le bon effet de ce dernier sur les bactéries potentiellement présentes. En lien avec le dernier point de constat (purge de la TAR raccordée à l'égout n°2), l'exploitant procédera à un suivi renforcé des eaux de purge de la tour aéroréfrigérante avec une fréquence hebdomadaire d'analyse des Legionella Pneumophila (comprenant à la fois une analyse par méthode PCR et une analyse par méthode de mise en culture (norme NFT 90-431 (avril 2006)). Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Renforcement de la surveillance**

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion du risque légionellose

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre les mesures suivantes de surveillance renforcée à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral :  
[...]

\* un suivi renforcé du fonctionnement du bassin, avec analyse PCR hebdomadaire des Legionella Pneumophila (a minima sur l'arrivée des effluents, et sur trois points de prélèvement dans le bassin). Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception ;  
- les résultats du suivi quotidien de la température du bassin sont transmis à l'inspection des installations classées à fréquence hebdomadaire.

Ces mesures de surveillance renforcée peuvent faire l'objet d'un allègement ou d'une suppression, à la demande de l'exploitant, et sur accord de l'inspection des installations classées au vu des résultats obtenus.

#### Constats :

Concernant le suivi de la température du bassin : entre la première mesure le 04/01/2026 et la mesure réalisée le 17/02/2026, les valeurs ont oscillé entre 23,1 °C et 26,7 °C. Il s'agit de températures globalement favorables au développement de bactéries, même si elles ne se situent pas dans une plage de *prolifération* maximale.

Plusieurs pistes (certaines ont été évoquées dans d'autres parties du présent rapport) pour la réduction de la température du bassin sont évoquées :

- Ajout d'un circuit connecté à la pompe à chaleur existante, permettant de récupérer une partie des calories présentes dans l'effluent sortant de l'installation de méthanisation (l'effluent sort à une température de 35°C, il contribue grandement à la température d'entrée globalement élevée de l'effluent général en entrée du bassin d'aération). L'effet de cette récupération de chaleur « à la source » pourrait être assez significatif.
- L'injection d'oxygène pur (détendu, froid) en lieu et place d'air (comprimé, à une température pouvant atteindre 75°C), limitera le nombre de calories injectées dans le bassin du fait de l'apport de gaz (air ou oxygène). L'influence de cette nouvelle modalité sera limitée, mais elle ne sera sûrement pas négligeable. De même, le passage de 18, puis à 12, puis potentiellement à 10 heures / jour d'aération (ou oxygénation), pourrait contribuer à limiter le nombre de calories injectées par l'air comprimé, ainsi que, bien sûr le phénomène d'aérosolisation.
- L'application d'une peinture spécifique (peinture anti-canicule) au moins sur la paroi la plus exposée (Sud / ouest) du bassin, visant à limiter l'effet de « radiateur » de cette dernière en période de très forte chaleur, pourrait être étudiée (NB : il est souligné que, le temps de séjour de l'effluent dans le bassin étant de 2-3 jours, l'effet radiateur est probablement très limité).

Concernant le suivi des légionelles dans le bassin (4 points sont analysés chaque semaine) les résultats des analyses sont synthétisés ci-après :

**Analyse du CNR le 15/12/2025 : pas de retour vers l'exploitant.** L'analyse par le CNR peut prendre jusqu'à 2 mois.

	Date des prélèvements	Date transmission du résultat PCR / conclusion

Semaine 51	15/12/2025	<p>19/12/2025  2* « Présence de Legionella spp non quantifiable.  <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>2* « Legionella spp non détectée.  <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>
Semaine 52	22/12/2025	<p>26/12/2025  3 * « Legionella spp non détectée.  <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Présence d'inhibiteurs ayant nécessité la dilution de l'extrait. Présence de Legionella spp non quantifiable.  <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>
Semaine 53	29/12/2025	<p>2 * « Présence de Legionella spp non quantifiable.  2 * <b>Présence de Legionella P n e u m o p h i l a   n o n q u a n t i f i a b l e .</b> »</p>
Semaine 1	06/01/2026	<p>09/01/2026  3 * « Présence de Legionella spp non quantifiable.  <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Legionella spp non détectée.  <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>

Semaine 2	13/01/2026	<p>16/01/2026</p> <p>1 * « Présence de Legionella spp. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>2 * « Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Legionella spp non détectée. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>
Semaine 3	20/01/2026	<p>23/01/2026</p> <p>2 * « Présence de Legionella spp. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>2 * « Legionella spp non détectée. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>
Semaine 4	28/01/2026	<p>05/02/2026</p> <p>1 * « Présence d'inhibiteurs ayant nécessité la dilution de l'extrait. Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>2 * « Legionella spp non</p>



		<p>2 * « Legionella spp non détectée. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>
Semaine 5	05/02/2026	<p>12/02/2026 2 * « Legionella spp non détectée. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Présence d'inhibiteurs ayant nécessité la dilution de l'extrait. Legionella spp non détectée. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>
Semaine 6	12/02/2026	<p>19/02/2026 1 * « Legionella spp non détectée. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>1 * « Présence de Legionella spp. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p> <p>2 * « Présence de Legionella spp non quantifiable. <u>Legionella pneumophila non détectée.</u> »</p>

L'exploitant indique que le résultat du 29/12 était positif en ADN, mais cela ne signifie pas que des bactéries porteuses de cet ADN étaient *vivantes*. On pourrait envisager une méthode PCR plus

bactéries porteuses de cet ADN étaient *vivantes*. On pourrait envisager une méthode PCR plus stricte, éliminant l'ADN libre (on ajoute de la DNase, qui permet de grignoter l'ADN qui n'est pas compris dans des cellules)(on détecte alors, seulement les cellules encore intègres, mais qui ne sont pas forcément vivantes). On pourrait passer sous le seuil de détection ou de quantification avec cette PCR plus stricte.

Une comparaison des résultats « PCR normale / PCR sans ADN libre » (réalisées impérativement sur les mêmes échantillons) permettrait à titre exploratoire, de préciser la configuration « bactéries intègres » ou « bactéries détruites » et de mieux évaluer le niveau de *risque sanitaire* correspondant.

**Rappel : dans l'hypothèse où, en raison d'un résultat PCR positif, une analyse normalisée NFT 90-431 étant lancée, la Lp serait détectée en culture, un contact avec le CNR doit obligatoirement être pris en vue d'étudier le sérotype précis des légionelles.**

**NB** : il y a 2 objectifs aux analyses PCR : détecter qu'à un endroit donné ou à l'amont de ce dernier, il y a / il y a eu des légionelles vivantes (logique *d'investigation*, pour trouver une origine à la présence des bactéries et pouvoir agir dessus), ou évaluer un risque sanitaire (logique *sanitaire* : s'il y a eu massivement des bactéries à l'amont, mais que l'intégralité de l'ADN correspondant est « libre » au point d'émission dans l'environnement, alors il n'y a pas de risque sanitaire).

Sur les égouts, l'exploitant précise qu'il déclenche les analyses PCR et NFT 90-431 au même moment sur la base du même échantillon, mais qu'il arrête les cultures (dans le cadre de l'analyse NFT 90-431) dès qu'il a confirmation que le résultat de l'analyse PCR est négatif (une analyse PCR prend entre 3 et 4 jours, temps de transport compris. Une analyse NFT 90-431 dure entre 10 et 14 jours, temps de transport compris). Ceci explique l'absence de transmission de résultats dans la colonne « *Date transmission du résultat NFT 90-431 / conclusion* » du tableau précité.

En complément, des échanges sont en cours entre le bureau d'études MRI et l'exploitant pour aboutir à la finalisation de l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) ainsi que des éventuelles actions correctives en découlant (et portant sur la conception et l'exploitation de cette installation). L'exploitant indique en particulier que cette analyse souligne la présence d'un bras mort (très limité en longueur : de l'ordre de 1mètre linéaire) et lié au fonctionnement de la pompe de secours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra, sur la même logique que pour ses analyses sur les égouts, déclencher systématiquement une analyse NFT en même temps que l'analyse PCR. Si l'analyse PCR revient négative, la culture correspondante selon NFT peut être arrêtée. Dans le cas contraire, elle est poursuivie. Il s'agit ici d'essayer d'évaluer le caractère potentiellement viable (et donc, contaminant) de *Legionella Pneumophila* dont l'analyse PCR révélerait la présence (même non quantifiable). **Il est souligné que les mises en culture d'échantillons d'eau prélevée sur le bassin d'aération risquent fortement d'être ininterprétables en raison de la présence de flore interférente.**

L'exploitant informe l'inspection de l'avancement de la mise en place du circuit « récupération de chaleur sur l'effluent sortie méthanisation », et des résultats escomptés / mesurés après sa mise en place.

Si la version finalisée de l'AMR ne comporte pas d'ores et déjà l'ensemble de ces éléments, les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation devront être analysés, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent.

- *NOTA : au cours des deux dernières années complètes (2024 et 2025), l'ensemble des analyses conduites (méthode par culture selon la norme NFT 90-431) ne montraient pas la présence de Legionella Pneumophila, y compris lors du prélèvement du 20 novembre 2025 dont la conclusion était « Legionella non détectées. Présence d'une flore interférente portant le seuil de détection des Legionella à 5 000 UFC/L. »)*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Investigations complémentaires et plan d'actions

**Référence réglementaire :** AP de Mesures Conservatoires du 09/12/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion du risque légionellose

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède aux investigations complémentaires suivantes et en remet les résultats à l'inspection des installations classées :

- sous un délai d'un mois:

\* caractérisation du risque de contamination par le nettoyage des filtres à boues (dates de nettoyage, description du process de Ce nettoyage et de sa capacité à la dispersion de gouttelettes) ;

- sous un délai de six semaines: caractérisation détaillée des effluents rejetés en station d'épuration et susceptibles de contenir de la légionelle (nature, volume, opération générant l'effluent, caractère continu ou discontinu) ;

\* sous un délai de huit semaines:

- caractérisation détaillée des effluents rejetés en station d'épuration et susceptibles de contenir de la légionelle (caractéristiques physico-chimiques, charge en matière organique);

- prélèvement des Legionella Pneumophila par test PCR sur tous les effluents susceptibles d'en contenir, à compléter par un test par culture (selon la norme NFT 90-431 (avril 2006)) en cas de détection de matériel génétique de la bactérie. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.

Sur la base de ces éléments, des éléments demandés dans le rapport de l'inspection des installations classées du 2 décembre 2025, et des résultats de la surveillance renforcée prescrite à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois, un plan d'action (avec les échéances associées). Ce plan vise à identifier: les sources possibles d'apport de légionelle dans le bassin d'aération, les voies de transfert vers les zones d'habitation, ainsi que les mesures prévues pour éviter tout développement et diffusion de légionelles dans l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant a apporté les justifications attendues. En l'occurrence, les filtres qui étaient auparavant nettoyés par de l'eau sous pression sont désormais nettoyés sans projection d'eau sous pression, par simple lavage au moyen d'une solution acide de faible concentration. Aucune gouttelette d'eau n'est émise dans l'environnement par ce procédé.

L'exploitant a réalisé une cartographie des effluents. Il a pu préciser notamment, sur la base de constats visuels, que l'écoulement au sein de chacun des égouts est continu (le débit est fluctuant, mais il n'est jamais nul) ; il n'y a donc pas de facteur défavorable de stagnation d'effluents dans tel ou tel égout.

Il en ressort pour l'essentiel, qu'il existe 4 égouts de procédé (+ 1 égout de retour des eaux pluviales) qui se déversent dans la fosse de neutralisation (auxquels s'ajoute l'égout en provenance de la fromagerie voisine, Monts et Terroirs). Leurs « macro-caractéristiques » ne permettent pas d'écarter tel ou tel égout (au motif que la température de l'effluent circulant dans l'égout en question, ou son pH, etc., serait constamment dans des plages de valeurs non propices au développement de bactéries) de la recherche de l'origine possible des légionelles.

Il s'est donc avéré nécessaire de réaliser des analyses de légionelles dans tous les égouts (hors eaux pluviales).

(Abréviations : "Lspp : Legionella Species", et "LP : Legionella Pneumophila".

Date prélè veme nt	P C R Égout froma gerie Monts e t Terroi rs	N F T 9 0 - 4 3 1 Égout froma gerie Monts e t Terroi rs	P C R égout 1	N F T 9 0 - 4 3 1 égout 1	P C R égout 2	N F T 9 0 - 4 3 1 égout 2	P C R égout 3	N F T 9 0 - 4 3 1 égout 3	P C R égout 4	N F T 9 0 - 4 3 1 égout 4
05/02 /2026	Prése nce de Lspp non quant ifiable . <u>L P</u> <u>non</u> <u>détec</u> <u>tée.</u>	Filtrat ion impos sible, conce ntrati on par centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>non</u>	Prése nce de Lspp. <u>L P</u> <u>non</u> <u>détec</u> <u>tée.</u>	Filtrat ion impos sible, conce ntrati on par centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>non</u>	Prése nce de Lspp. <b>Prése</b> <b>nce</b> <b>de LP</b> <b>non</b> <b>quant</b> <b>ifiable</b> .	Filtrat ion impos sible, conce ntrati on par centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>non</u>	Prése nce de Lspp. <u>L P</u> <u>non</u> <u>détec</u> <u>tée.</u>	Filtrat ion impos sible, conce ntrati on par centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>non</u>	Prése nce de Lspp. <u>L P</u> <u>non</u> <u>détec</u> <u>tée.</u>	Filtrat ion impos sible, conce ntrati on par centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>non</u>

		<u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u>		<u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u>		<u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u>		<u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u>		<u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u>
12/02 /26	Prése n c e d e Lspp. <b>Prése n c e de LP n o n quant ifiable</b> .	Filtrat i o n impos sible, conce ntrati o n p a r centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u> .	Prése n c e d e Lspp n o n quant ifiable . <u>L _ P</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tée</u> .	Filtrat i o n impos sible, conce ntrati o n p a r centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u> .	Prése n c e d e Lspp n o n quant ifiable . <b>Prése n c e de LP n o n quant ifiable</b> .	Filtrat i o n impos sible, conce ntrati o n p a r centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u> .	Prése n c e d e Lspp. <u>L _ P</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tée</u> .	Filtrat i o n impos sible, conce ntrati o n p a r centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u> .	L s p p n o n détec tée. <u>L _ P</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tée</u> .	Filtrat i o n impos sible, conce ntrati o n p a r centri fugati on de 0 . 5 litre. <u>Legio</u> <u>nella</u> <u>n o n</u> <u>détec</u> <u>tées</u> .

Il est encore un peu tôt pour pouvoir, sur la base d'un nombre d'analyses encore faible, tirer des conclusions, mais il se trouve que des traces de matériel génétique de Legionella Pneumophila ont été trouvées à 2 reprises dans l'égout n° 2, et 1 fois dans l'égout en provenance de la fromagerie voisine.

L'exploitant est interrogé sur le détail des effluents qui débouchent dans l'égout n° 2. Il précise les éléments suivants (la liste des effluents est donnée dans la cartographie des effluents ; il précise la signification de chaque item) :

- « Vannier 1/2/3 » : ensemble des lignes qui font transiter la matière entre les différentes parties de l'usine. L'effluent est généré par les opérations de lavages de ces cuves / lignes (parfois il faut laver des centaines de mètres linéaires de tuyauteries).
- « ED1 / ED2 / ED3 » : déminéralisation. Le sérum passe dans un système membranaire (déminéralisation par électrolyse). Il y a des cycles de nettoyage de ces installations, qui génèrent l'effluent en question.
- « OI3 / OI4 » : osmose inverse (concentration du lactosérum avant son séchage). Là aussi, ce sont les phases de nettoyage des installations, qui génèrent l'effluent.
- « Col C et D » et « Col Auto » : pour retirer les minéraux, des résines échangeuses d'ions sont utilisées. Là aussi, les nettoyages et la régénération des résines génèrent l'effluent (acide ou basique selon qu'on régénère à l'acide ou à la soude).
- « UF1 / UF2 » : ultra filtration. Ce sont les phases de nettoyage qui génèrent l'effluent.
- « Evapo 2 » : concentration du lactosérum par évaporation, avec phases de nettoyage

(acide nitrique, acide / soude).

- « Purges TAR » (purges de déconcentration, en continu à ce jour : 3 m<sup>3</sup> / heure).

Lorsqu'un nombre suffisamment représentatif d'analyses PCR / NFT aura été réalisé, **la possibilité de l'arrêt de la surveillance de certains égouts pourrait être examinée, en vue de concentrer les analyses plus à l'amont des égouts dans lesquels les résultats (de PCR au moins) sont régulièrement positifs.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit ajouter l'effluent "purge TAR" dans sa cartographie des effluents contribuant à l'effluent acheminé vers le bassin d'aération (cf. point de contrôle n°5).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 8 : Analyse méthodique des risques

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 09/12/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Elaboration d'une analyse méthodique des risques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Dans un délai de trois mois conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

Article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel susvisé : en élaborant une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] identifiant tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.

[...]

**Constats :**

L'objet de la présente visite d'inspection n'était pas de réaliser le récolement complet de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter les dispositions issues de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 dans la conduite de la tour aéroréfrigérante de son usine de Port-sur-Saône, certains délais n'étant pas encore échus en particulier le délai associé à :

- la réalisation de l'analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) ainsi que des éventuelles actions correctives en découlant (et portant sur la conception et l'exploitation de cette installation) ;
- l'élaboration d'une procédure spécifique de redémarrage ;
- l'élaboration du plan d'entretien associé.

En outre, la version définitive de cette AMR est susceptible de modifier les différents documents de procédures (exemple : procédure spécifique en cas de concentration mesurée en *Legionella Pneumophila* supérieure ou égale à 1 000UFC/l et inférieure à 100 000 UFC/l, ...).

Néanmoins, **un point d'avancement est réalisé en l'état actuel** du fonctionnement de la tour

aéroréfrigérante (TAR) et l'exploitant indique que :

- une procédure d'arrêt de la TAR en cas de contamination *Legionella pneumophila* > 100 000 UFC/l (selon le plan de surveillance évoqué ci-dessous) a été créée le 22 décembre 2025 : il s'agit de la procédure MO PSS SE 003.
- la stratégie de traitement a été formalisée par la création d'une procédure dédiée le 26 janvier 2026 : il s'agit de la procédure PR PSS SE 122. Cette version ne prend pas encore en compte l'évolution de la périodicité et du volume d'injection modifié depuis le 30 janvier 2026. Cette stratégie de traitement précise le volume du circuit de refroidissement (30 m<sup>3</sup> dont 20 m<sup>3</sup> pour le circuit et 10 m<sup>3</sup> pour le bac sous la tour (piscine)).
- la procédure de lavage de la TAR a été mise à jour le 12 décembre 2025 : il s'agit de la procédure MO PSS SE 004 - cette procédure indique que ce lavage est effectué de manière mensuelle et dans des cas spécifiques (ex : concentration en *Legionella Pneumophila* supérieure à 1 000 UFC/L, ...).
- une mise à jour du plan de surveillance de la TAR a été effectuée le 15 janvier 2026 : il s'agit de la procédure PS PSS SE 001 (NOTA : cette procédure est susceptible d'évolutions en fonction des conclusions de l'AMR).
- une mise à jour de la procédure de maîtrise du risques légionelles a été effectuée le 2 décembre 2025 : il s'agit de la procédure PR ESM SE 078 (NOTA : cette procédure est susceptible d'évolutions en fonction des conclusions de l'AMR).
- l'AMR est en cours de finalisation : un échange entre l'exploitant et le bureau d'études MRI est prévu courant de la semaine 10. L'exploitant indique que le document provisoire n'a pas mis en exergue de facteurs de risques majeurs à traiter immédiatement. En particulier, cette analyse ne conduit pas à la modification du type de biocide actuellement utilisé (toujours de la javel (hypochlorite de sodium)). Des modifications ont d'ores et déjà été mises en œuvre (dont évolution du point de prélèvement). **L'exploitant précise que cette analyse sera communiquée au plus tard le 10 mars 2026 aux services de l'inspection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant précisera dans la procédure d'arrêt de la TAR, notamment le délai prévu pour l'arrêt immédiat de la dispersion via la tour dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.

L'exploitant mettra à jour sa stratégie de traitement pour prendre en compte l'évolution de l'injection de la javel (hypochlorite de sodium) (3 litres / heure, et non plus injection de 10 litres toutes les 3h30).

**Type de suites proposées : Sans suite**